

RENCONTRES RÉGIONALES – DÉCEMBRE 2023
BILAN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE
ET RETOURS DU TERRAIN

Chères toutes, chers tous, élu·es des Français·es de l'étranger,

Merci pour votre présence, vos bonnes idées et pour ces échanges lors des réunions régionales qui ont eu lieu la semaine dernière. Ces rencontres sont essentielles pour me permettre de mener à bien mon travail parlementaire !

Voici une synthèse de nos échanges :

Services publics à l'étranger, réseau consulaire et diplomatique

Nous sommes revenus à la charge lors de l'examen du PLF en demandant la **création de 150 postes ETP** dans le réseau consulaire. Cet amendement n'a pas été retenu, mais nous maintenons la pression pour s'assurer que les postes créés soient prioritairement destinés au réseau à l'étranger, et non pas essentiellement à Paris.

Ramzi au Canada soulève le **problème récurrent du certificat de nationalité française**, injustement exigé dans nombre de postes consulaires pour l'émission d'actes d'Etat-civil. Je vais préparer un courrier à la DFAE pour rappeler dans quelles circonstances le CNF doit – ou, surtout, ne doit pas – être exigible. Ramzi attire également l'attention sur les problèmes liés à la **dématérialisation des services consulaires**, notamment pour les personnes qui ne sont pas à l'aise avec les outils informatiques. Il faudra être vigilant à l'occasion des deux projets-pilotes qui seront mis en place, normalement à partir de février 2024, au Canada et au Portugal. N'hésitez pas à me faire part de difficultés rencontrées par nos ressortissant·es à cette occasion !

En Allemagne, Audrey rapporte que des ressortissant·es vivant à proximité de la frontière française utilisent les **services des communes frontalières** plutôt que de s'inscrire au registre des Français·es de l'étranger. Moins de personnes inscrites, c'est moins de moyens attribués à nos postes consulaires ! Je vais

interroger les services afin de voir s'il est possible de connaître l'ampleur du phénomène. De même, Ana à Barcelone demande que les **moyens attribués aux postes prennent davantage en compte nos ressortissant-es de passage** – un facteur important pour des lieux touristiques comme Barcelone.

Concernant les visas, Baptiste en Côte-d'Ivoire m'a interpellé sur le **problème de la sous-traitance du traitement des demandes de visa** à des entreprises privées, alors que dans certains pays, un système illégal de « vente » de créneaux de rendez-vous a été mis en place par des employés de ces entreprises.

Sur le rôle des consulats, Malika au Nicaragua déplore les **difficultés rencontrées par les Postes à présence diplomatique** (PPD). Dans son cas, deux consulats couvrent quatre pays d'Amérique centrale, ce qui est insuffisant. A sa demande, je vais me pencher sur le rôle et les moyens de ces PPD, qui concernent une trentaine de pays à travers le monde. Jean-Philippe, en Australie, soulève également une difficulté similaire à Melbourne, où un consulat d'influence a été mis en place, mais ne répond pas nécessairement aux besoins consulaires de nos concitoyen·nes sur place.

Vie à l'étranger (aides sociales, éducation, travail et retraites)

J'ai déposé cet automne une **proposition de loi sur le droit au compte bancaire**, afin de permettre à nos ressortissant-es à l'étranger de bénéficier de services bancaires français. Une autre proposition de loi demande la **prise en compte du taux d'inflation local et des taux de change** dans l'attribution des aides sociales aux Français-es de l'étranger. Jean-François au Brésil et Jean-Christophe au Togo suggèrent de prendre en compte, lors du calcul du taux de base, des données différentes de celles des banques centrales des pays d'accueil, qui sont parfois fantaisistes. C'est une piste que je vais creuser.

Parmi les amendements défendus lors du PLF et du PLFSS, vous avez également été nombreuses et nombreux à saluer la demande que j'ai faite d'**étendre la garantie Visale aux Français-es de retour de l'étranger**. Cette aide permet à celles et ceux qui n'ont pas de garants en France d'obtenir une garantie lors de la location d'une résidence principale. L'amendement a été rejeté, mais je vais

pousser cette idée, qui pourrait prendre la forme d'une proposition de loi déposée au printemps. Tout comme la proposition de **demander à France Travail, le nouveau Pôle Emploi, de prévoir un accompagnement spécifique pour les Français-es de l'étranger** de retour en France et à la recherche d'un emploi.

J'avais également fait adopter un **amendement ouvrant des crédits pour venir en aide aux Français-es de l'étranger victimes de catastrophes naturelles**. Cet amendement était largement inspiré des demandes que vous m'aviez faites lors de précédentes réunions. Il a été rejeté par le gouvernement à l'Assemblée nationale, et il faudra revenir à la charge pour assurer que nos concitoyen·nes ne sont pas laissés pour compte lorsqu'ils et elles sont touché·es par des catastrophes environnementales, qui sont malheureusement appelées à être de plus en plus fréquentes.

Deux autres amendements au PLF, adoptés au Sénat, ont été rejetés par le gouvernement dans la version du texte adopté par l'article 49.3 à l'Assemblée nationale. Le premier prévoyait d'**améliorer l'information à destination des victimes de violence à l'étranger** ; le second actait le **financement des rapatriements d'urgence pour les personnes souhaitant une interruption volontaire de grossesse** lorsque l'intervention est impossible dans leur pays d'accueil. Pour la deuxième année consécutive, le Sénat a adopté cet amendement ; pour la deuxième fois, le gouvernement n'en tient pas compte. Nous reviendrons à la charge jusqu'à ce que celui-ci entende raison !

Concernant la CFE, un amendement transpartisan, adopté au Sénat lors de l'examen du PLF, a également été rejeté de cette façon. Il demandait de doubler la contribution de l'État à la catégorie aidée de la CFE, passant de 380 000 € à 760 000 €. Pierre-Yves à Hong Kong a rappelé les difficultés de financement de la Caisse : il faudra continuer à se battre pour **trouver une solution pérenne à la CFE**.

Sur le dossier des retraites, Olivier Dussopt n'a toujours pas tenu son engagement de mettre en place un groupe de travail sur les retraites des Français-es de l'étranger, malgré d'innombrables relances de notre part. Nous avons déposé, lors de l'examen du PLFSS au Sénat, des amendements portant

notamment sur la majoration du minimum contributif et sur l'émission d'un relevé de carrière pour les FdE. Nous allons poursuivre dans les mois qui viennent le travail en ce sens, avec l'aide précieuse de Benoît en Irlande.

Vie démocratique, élu-es de l'étranger et AFE

J'ai obtenu que **l'AFE soit consultée pour définir la façon dont les documents officiels étrangers** sont reconnus par la France. Je me réjouis de cette petite avancée, qui permet aussi de mettre en lumière les compétences de l'AFE sur les questions relevant des Français-es de l'étranger.

Je prépare également une **proposition de loi concernant l'encadrement des comptes de campagne** pour les élections consulaires. Comme je l'ai indiqué lors de nos rencontres, je reviendrai rapidement vers vous cet hiver pour vous consulter, par le moyen d'un formulaire, sur les réalités dans vos circonscriptions, afin de m'assurer que la proposition de loi correspond à vos besoins.

Une autre proposition de loi est en cours de rédaction concernant la **protection des élu-es de l'étranger**, lorsque vous êtes amené-es à venir en aide aux Français-es de l'étranger. Cette PPL, qui émane justement de nos précédentes rencontres régionales, sera déposée cet hiver.

Vincent, en Hongrie, attire mon attention sur des **mesures sur les « interférences étrangères »** en cours d'adoption par le gouvernement de Viktor Orbán, qui pourraient indirectement viser nos élu-es en Hongrie ainsi que, par exemple, des journalistes ou des humanitaires français-es sur place. Ce genre de mesures pourraient bien se retrouver dans d'autres législations, et je vais notamment attirer l'attention du Quai d'Orsay sur les conséquences de ces mesures pour m'assurer de la protection de nos concitoyen·nes lorsqu'ils et elles sont confrontés à ces situations.